



**MANIFESTATION NATIONALE
DU 8 FÉVRIER À PARIS**

FIERS DE NOS MÉTIERS, FIERS D'ÊTRE CHEMINOTS !

**Quel que soit notre
métier, que nous soyons
actifs ou retraités,
Exécutions, Maîtrises
ou Cadres, nous
sommes tous concernés
par les projets
régressifs qui
s'apprêtent à frapper le
mode ferroviaire et en
particulier l'entreprise
publique SNCF.**

**Nous avons tous notre
place à prendre le 8
février 2018 !**



QUELLE EST LA SITUATION ?

▶ RAPPORT SPINETTA

Il doit paraître dans les semaines à venir.

Le gouvernement lui fixe l'objectif de tracer les contours d'une nouvelle réforme du ferroviaire qui va plus loin que celle de 2014 qui avait déjà éclaté l'entreprise en 3 EPIC.

Il doit définir un « nouveau modèle économique » qui visera, entre autres, à faire supporter le poids de la dette aux cheminots, y compris en exigeant des contreparties concernant nos droits sociaux et de nouvelles purges sur l'emploi à statut.

DÉFENDONS nos droits actifs et retraités.

EXIGEONS des moyens pour mieux travailler et améliorer le service public ferroviaire !

▶ OUVERTURE À LA CONCURRENCE

Le gouvernement, avec l'appui zélé de la direction SNCF, envisage de façon dogmatique, l'ouverture à la concurrence comme la solution à tout. Elle n'améliorera pas le quotidien de nos concitoyens, pire, elle ajoutera sur le réseau actuel des intervenants qui viendront compliquer une situation déjà bien difficile. On ne fait pas du train comme on vend des forfaits téléphones.

DÉFENDONS la nécessité d'un service public ferroviaire partout et pour tous,

EXIGEONS le maintien du train public,

EXIGEONS de travailler là où nous vivons,

EXIGEONS d'être encore cheminots à la SNCF demain !

▶ DETTE ET FINANCEMENT

Les investissements de ces dernières décennies, notamment dans les LGV au détriment du réseau classique, ont été imposés par l'Etat à la SNCF. Il est inconcevable de vouloir faire supporter cette dette (qui génère chaque année 1,7 milliard d'euros d'intérêts qui part directement dans la poche des banquiers) aux usagers et aux cheminots. Il convient cependant de ne pas opposer le réseau à grande vitesse au réseau classique, ils doivent être complémentaires.

Le poids de la dette est prétexte à la fermeture de gares, de lignes, de guichets, à la suppression massive d'emplois cheminots (+ de 2000 prévus en 2018), au recours massif à la sous-traitance, entre autres.



DÉFENDONS l'emploi cheminot à Statut, un haut niveau de formation, de technicité et la spécificité des métiers du service public ferroviaire, exercés par des professionnels que sont les cheminots !

EXIGEONS la reprise de la dette du ferroviaire par l'État sans contrepartie !

▶ APPLICATION DES ORDONNANCES

Celles-ci ont comme premier effet de faire disparaître les CE, DP et CHSCT à la SNCF en créant une instance unique : le Comité Social et Economique (CSE). Cela affaiblit les organisations syndicales, menace nos droits statutaires (notations, etc), éloigne les élus des cheminots. D'ores et déjà, la CGT propose aux autres OS et à la direction de travailler sur 4 axes majeurs.

EXIGEONS :

1. De conserver une représentation du personnel en proximité ;
2. D'obtenir des instances sur le périmètre des UO et UP pouvant porter les réclamations des cheminots (DP) et participer à la prévention des risques (CHSCT) ;
3. De créer de nouveaux droits au travers de nouvelles structures représentatives du personnel ;
4. De maintenir les moyens existants consacrés au dialogue social dans l'entreprise.

Il y a urgence à se mobiliser contre la stratégie de la direction SNCF et du gouvernement qui vise à réduire nos droits et à éclater le service public ferroviaire.

EXIGEONS :

- Le retour à une entreprise publique unique et intégrée : La SNCF ;
- Le maintien et le développement du statut et de notre régime spécial ;
- L'amélioration de nos conditions de travail et le développement de l'emploi à Statut ;
- Une augmentation générale des salaires et des pensions ;
- Une amélioration des droits des cheminots contractuels en matière de protection sociale, de déroulement de carrière, de conditions de travail ;
- Le maintien et le développement des FC, des logements en direction des cheminots et leurs familles ;
- Le maintien, l'amélioration et le développement de notre protection sociale (médecine, action sociale, CPR...).

OUI, nous devons nous rassembler ;

OUI, nous devons faire bloc avec toutes celles et tous ceux qui n'envisagent pas l'avenir sans service public ferroviaire !

REDISONS NOTRE FIERTÉ D'ÊTRE CHEMINOTS !

**CERTAINS VEULENT LA DESCENDRE
NOUS, ON LA DEFEND !**



www.cheminotcgt.fr

